



Titres négociables à court terme (Negotiable European Commercial Paper - NEU CP-)¹

Programme non garanti

DOCUMENTATION FINANCIERE (DF)	
Nom du programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU CP
Nom de l'émetteur	Caisse des dépôts et consignations
Type de programme	NEU CP
Plafond du programme (en euro)	20.000.000.000 d'euros
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté par : Fitch Ratings Limited Moody's France S.A.S. Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S.
Arrangeur	Caisse des dépôts et consignations
Agent(s) domiciliataire(s)	BNP Paribas Securities Services
Agent(s) placeur(s)	Caisse des dépôts et consignations
Date de signature de la documentation financière	2 Août 2018
Mise à jour par avenant	Sans objet

Documentation établie en application des articles L 213-0-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'EMISSION		
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 6 de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures		
1.1	Nom du programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU CP
1.2	Type de programme	NEU CP (le « Programme »).
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur	Caisse des dépôts et consignations (l'« Émetteur » ou la « Caisse des Dépôts »).
1.4	Type d'émetteur	L'Émetteur est un établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816. Il est régi par les articles L.518-2 et suivants et R.518-1 et suivants du Code monétaire et financier.
1.5	Objet du programme	Optionnel*.
1.6	Plafond du programme (en Euro)	Le plafond de l'ensemble des NEU CP émis dans le cadre du Programme est de vingt milliards d'euros (20.000.000.000 €) (en ce compris les NEU CP pour lesquels la contre-valeur en euro de leur montant en toute autre devise autorisée aura été calculée par l'Émetteur au moment de leur date d'émission).
1.7	Forme des titres	Les NEU CP sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.
1.8	Rémunération	La rémunération des NEU CP sera soit à taux fixe, soit à taux variable. Les taux des NEU CP peuvent être négatifs en fonction des taux du marché monétaire applicables au calcul de leur rémunération. Dans ce cas, les montants remboursés au titre des NEU CP peuvent être inférieurs au pair. Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des NEU CP seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat.
1.9	Devises d'émission	Les NEU CP pourront être émis par l'Émetteur dans le cadre du Programme en euro ou toute autre devise. Les NEU CP seront émis en euros, livres sterling, francs suisses, dollars américains, yens, dollars canadiens, dollars australiens, couronnes danoises, couronnes norvégiennes, couronnes suédoises, couronnes tchèque, dollars néo-zélandais, zloty et en dollars de Singapour ou toute autre devise autorisée par la réglementation applicable au moment de l'émission.
1.10	Maturité	L'échéance des NEU CP sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des émissions de NEU CP ne peut être supérieure

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		<p>à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Remboursement anticipé</p> <p>Les NEU CP peuvent être remboursés avant maturité conformément aux lois et réglementations applicables en France.</p> <p>Prorogation des NEU CP</p> <p>Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).</p> <p>Rachat</p> <p>Les NEU CP émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).</p> <p>L'Émetteur se réserve la possibilité de racheter les NEU CP émis par lui, en vue de les annuler ou non, et en informera la Banque de France.</p> <p>Général</p> <p>L'option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de NEU CP, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout NEU CP assortie d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit NEU CP.</p>
1.11	Montant unitaire minimal des émissions	Les NEU CP auront un montant unitaire minimal au moins égal à cent cinquante mille euros (150.000 €) (ou la contrevaletur de ce montant en toute autre devise déterminée par l'Émetteur au moment de l'émission).
1.12	Dénomination minimale des Titres de créances négociables	En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des NEU CP émis dans le cadre du Programme doit être de 150.000 € (cent cinquante mille euros) (ou la contrevaletur de ce montant en toute autre devise déterminée par l'Émetteur au moment de l'émission).
1.13	Rang	Les obligations de l'Émetteur au titre des NEU CP constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Émetteur venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que

		tous les autres engagements non subordonnés et non assortis de sûretés, présents ou futurs, de l'Émetteur.
1.14	Droit applicable au programme	Droit français.
1.15	Admission des TCN sur un marché réglementé	Non.
1.16	Système de règlement-livraison d'émission	Euroclear France.
1.17	Notation(s) du programme	<p>Le Programme a fait l'objet d'une notation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par Fitch Ratings Limited (« Fitch »); - par Moody's France S.A.S. (« Moody's »); et - par Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. (« Standard & Poor's »). <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation susvisées. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter les notations en vigueur (voir Annexe 1).</p>
1.18	Garantie	Sans objet.
1.19	Agent(s) domiciliaire(s) (liste exhaustive)	<p>BNP Paribas Securities Services assure la domiciliation des NEU CP émis par l'Émetteur dans le cadre du Programme.</p> <p>En conséquence, BNP Paribas Securities Services se charge de communiquer directement à la Banque de France les informations concernant les émissions de NEU CP et l'encours quotidien de ces titres ainsi émis par l'Émetteur, conformément aux dispositions de l'article D.213-14 du Code monétaire et financier.</p>
1.20	Arrangeur	Caisse des Dépôts.
1.21	Mode de placement envisagé	Placement direct : l'Émetteur peut répondre directement à toute offre de souscription. Il se réserve également la possibilité de nommer un ou plusieurs agents placeurs pour la commercialisation de ses NEU CP. Une liste à jour desdits agents placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.
1.22	Restrictions à la vente	L'Émetteur, chacun des agents placeurs (le cas échéant) et chaque détenteur de NEU CP émis conformément au Programme s'engagent à n'entreprendre aucune action permettant l'offre auprès du public des NEU CP, ou la possession ou distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux NEU CP dans tous pays où la distribution de tels documents serait contraire aux lois et règlements et à n'offrir, ni à vendre les NEU CP, directement ou indirectement, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans ces pays.

		L'Émetteur, chacun des agents placeurs (le cas échéant) et chaque détenteur de NEU CP (étant entendu que chacun des détenteurs futurs des NEU CP est réputé l'avoir déclaré et accepté au jour de la date d'acquisition des NEU CP) s'engagent à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans les pays où il offrira ou vendra lesdits NEU CP ou détiendra ou distribuera la Documentation Financière et à obtenir toute autorisation ou tout accord nécessaire au regard de la loi et des règlements en vigueur dans tous les pays où il fera une telle offre ou vente. L'Émetteur ne sera responsable du non-respect de ces lois ou règlements par l'un des autres détenteurs de NEU CP.
1.23	Taxation	Optionnel*
1.24	Implication d'autorités nationales	La Banque de France est l'autorité nationale chargée de la surveillance du marché des titres de créances négociables.
1.25	Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme	<p><u>Emile Guervilly</u> Juriste du secteur Bancaire, Financement et Marchés de capitaux Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 30 46 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 03 10 e-mail : emile.guervilly@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Anne Guerin</u> Responsable Adjoint du secteur Bancaire, Financement et Marchés de capitaux Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 38 62 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 03 10 e-mail : anne.guerin@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Pierre Chevalier</u> Directeur juridique et fiscal du Groupe Caisse des Dépôts Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 41 23 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 03 10 e-mail : pierre.chevalier@caissedesdepots.fr</p>

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		<p><u>Pierre-François Koehl</u> Directeur du département financier de la direction des finances du groupe Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 21 85 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 00 80 e-mail : pierre-francois.koehl@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Marie Suyker</u> Responsable de la gestion de la trésorerie Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 21 66 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 00 82 e-mail : marie.suyker@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Albert Moirignot</u> Responsable du département des instruments financiers Direction des back-offices Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Numéro de téléphone : (+33) 1 58 50 62 39 Numéro de télécopie : (+33) 1 58 50 05 20 e-mail : albert.moirignot@caissedesdepots.fr</p>
1.26	Informations complémentaires relatives au programme	Optionnel*.
1.27	Langue de la documentation financière faisant foi	Français. La version en langue française de la documentation financière fait foi. La traduction en langue anglaise est établie pour information seulement.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

2. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et article 7. 3° de l'Arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1	Dénomination sociale de l'émetteur	L'Émetteur a pour dénomination : « Caisse des dépôts et consignations ».
2.2	Forme juridique, législation applicable à l'émetteur et tribunaux compétents	<p>La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays (article L.518-2 du Code monétaire et financier).</p> <p>La Caisse des Dépôts est un établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816 et régi par les articles L.518-2 et suivants et R.518-1 et suivants du Code monétaire et financier. Elle est dirigée et administrée par un Directeur général nommé pour 5 ans.</p> <p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que la Caisse des Dépôts « est placée, de la manière la plus spéciale, sous la surveillance et la garantie de l'autorité législative ». Cette surveillance est assurée par la Commission de surveillance en vertu des dispositions des articles L.518-7 et suivants du Code monétaire et financier. La Cour des comptes contrôle la Caisse des Dépôts dans les conditions mentionnées à l'article L.131-3 du Code des juridictions financières.</p> <p>Toutes les contestations et les litiges liés aux émissions de NEU CP par la Caisse des Dépôts seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions de second degré de Paris.</p>
2.3	Date de constitution	La Caisse des Dépôts a été créée par la loi du 28 avril 1816.
2.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)	Le siège de la Caisse des Dépôts est situé au 56, rue de Lille à Paris (75007).
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés	<p>Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'est pas immatriculée au registre du commerce et des sociétés.</p> <p>La Caisse des Dépôts est enregistrée au Répertoire SIREN sous le numéro 180 020 026.</p> <p>Le numéro LEI (<i>Legal Entity Identifier</i>) de la Caisse des Dépôts est le 969500Q2PFTTP0Y5QL44.</p>
2.6	Objet social résumé	<p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que :</p> <p>« ... La Caisse des dépôts et consignations est un établissement spécial chargé d'administrer les dépôts et les consignations, d'assurer les services relatifs aux caisses ou aux fonds dont la gestion lui a été confiée et d'exercer les autres attributions de même nature qui lui sont légalement déléguées. Elle est chargée de la protection de l'épargne populaire, du financement du logement social et de la gestion d'organismes de retraite. Elle contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre</p>

		<i>l'exclusion bancaire et financière, de la création d'entreprise et du développement durable. ... ».</i>
2.7	Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur	<p>L'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que « <i>La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique de la France. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales et peut exercer des activités concurrentielles</i> ».</p> <p>Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts est plus particulièrement chargée de la gestion des dépôts réglementés et des consignations, de la protection de l'épargne populaire, du financement du logement social et de la gestion d'organismes de retraite.</p> <p>Par ailleurs, l'article L.518-2 du Code monétaire et financier dispose que la Caisse des Dépôts « <i>contribue également au développement économique local et national, particulièrement dans les domaines de l'emploi, de la politique de la ville, de la lutte contre l'exclusion bancaire et financière, de la création d'entreprise et du développement durable</i> ».</p> <p>Une comparaison des données sur les différents pôles d'activité du groupe Caisse des Dépôts (Pôle Caisse des Dépôts, Pôle Banque, Assurance, La Poste, Pôle Financement des entreprises, Pôle Immobilier & Tourisme et Pôle Infrastructure, Transport & Environnement) est détaillée aux pages 14 et 15 du rapport financier 2017.</p>
2.8	Capital	Compte tenu de son statut, la Caisse des Dépôts n'a pas de capital social. Elle dispose, néanmoins, de réserves accumulées depuis sa création. Au 31 décembre 2017, le montant de ces réserves s'élevait à 20.372.000.000 d'euros.
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.9	Répartition du capital	Compte tenu du statut de la Caisse des Dépôts, cette rubrique ne peut être renseignée.
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'émetteur sont négociés	<p>L'Émetteur a des titres de créance (EMTN) admis aux négociations sur Euronext Paris.</p> <p>https://www.euronext.com/fr/search_instruments/cdc</p>
2.11	Composition de la direction	<p>La Caisse des Dépôts est dirigée par Éric Lombard, Directeur général.</p> <p><u>Liste des membres du Comité exécutif au 20 Juillet 2018</u></p> <p>ERIC LOMBARD Directeur général de la Caisse des Dépôts</p>

		<p>OLIVIER SICHEL Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts</p> <p>NICOLAS DUFOURCQ Directeur général de Bpifrance</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PIERRE CHEVALIER Directeur juridique et fiscal du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER MAREUSE Directeur des Fonds d'épargne et des gestions d'actifs</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secrétaire générale du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PAUL PENY Directeur des ressources humaines du Groupe Caisse des Dépôts</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Directrice de la communication du Groupe Caisse des Dépôts</p> <p>MICHEL YAHIEL Directeur des retraites et de la solidarité</p> <p><u>Liste des membres du Comité de direction Groupe Caisse des Dépôts au 20 Juillet 2018</u></p> <p>ERIC LOMBARD Directeur général de la Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER SICHEL Directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secrétaire générale du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>PIERRE CHEVALIER Directeur juridique et fiscal du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>ANNE GAUTIER Directrice des risques et du contrôle interne du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>NATHALIE GILLY Directrice de l'audit du Groupe</p>
--	--	---

		<p>OLIVIER MAREUSE Directeur des Fonds d'épargne</p> <p>ANDRE LAURENT MICHELSON Directeur de l'exécution des opérations financières, Caissier général</p> <p>PAUL PENY Directeur des ressources humaines du Groupe Caisse des Dépôts</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Directrice de la communication du groupe Caisse des Dépôts</p> <p>ELISABETH VIOLA Directrice des clientèles bancaires</p> <p>MICHEL YAHIEL Directeur des retraites et de la solidarité</p> <p>LAURENT ZYLBERBERG Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes de la Caisse des Dépôts</p> <p>MARC ABADIE Président de CDC Biodiversité</p> <p>NICOLAS DUFOURCQ Directeur général de Bpifrance</p> <p>NICOLAS JACHIET Président directeur général d'Egis</p> <p>STEPHANE KEITA Président-directeur général de la Scet</p> <p>FREDERIC LAVENIR Directeur général de CNP Assurances</p> <p>THIERRY MALLET Président directeur général de Transdev Group</p> <p>DOMINIQUE MARCEL Président directeur général de la Compagnie des Alpes</p> <p>GILLES SEIGLE Président directeur général de la Société Forestière</p> <p>LAURENT VIGIER Président directeur général de CDC International Capital</p> <p>OLIVIER WIGNIOLLE Directeur général d'Icade</p>
--	--	--

		<p>ANDRE YCHE Président du directoire de CDC Habitat</p> <p><u>Liste des membres de la Commission de surveillance Caisse des Dépôts au 20 Juillet 2018</u></p> <p>Présidente et membre de la Commission de surveillance</p> <p>SOPHIE ERRANTE Députée de Loire-Atlantique</p> <p>Membres</p> <p>GILLES CARREZ Député de la 5ème circonscription du Val-de-Marne</p> <p>JACQUES SAVATIER Député de la 1re circonscription de la Vienne</p> <p>JACQUES GENEST Sénateur de l'Ardèche</p> <p>CLAUDE RAYNAL Sénateur de la Haute-Garonne</p> <p>ALAIN MENEMENIS Conseiller d'Etat, Rapporteur sur le budget et la CRIS, membre du comité des nominations et du comité des rémunérations</p> <p>PATRICK LEFAS Président de Chambre à la Cour des Comptes, Rapporteur du comité d'examen des comptes et des risques</p> <p>DOMINIQUE PANNIER Conseiller Maître à la Cour des comptes</p> <p>DENIS BEAU Sous-gouverneur de la Banque de France</p> <p>ODILE RENAUD-BASSO Directrice générale du Trésor représentée par Jérôme Reboul</p> <p>JEAN-LOUIS BEFFA Président d'honneur de Saint-Gobain (personnalité qualifiée, nommé par le Président de l'Assemblée nationale), membre du comité des investissements</p> <p>JOANNA HISLOP Personnalité qualifiée nommée par le président de l'Assemblée nationale</p>
--	--	--

		JEAN-YVES PERROT Conseiller maître à la Cour des comptes (personnalité qualifiée désignée par le président du Sénat)
2.12	Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)	La Caisse des Dépôts a décidé d'appliquer les normes IFRS (<i>International Financial Reporting Standards</i>) telles qu'adoptées dans l'Union européenne. Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2007, les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts sont publiés conformément à ces normes comptables.
2.13	Exercice comptable	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.
2.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé	Date de présentation des comptes à la Commission de Surveillance : 11 avril 2018.
2.14	Exercice fiscal	Optionnel*
2.15	Commissaires aux comptes de l'émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur	
2.15.1	Commissaires aux comptes	<p>Commissaires aux comptes titulaires</p> <p>PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Patrice Morot et Cyrille Dietz, Crystal Park - 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.</p> <p>Mazars représenté par Jean Latorzeff et Gilles Rainaut, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p> <p>Commissaires aux comptes suppléants</p> <p>Jean-Christophe Georghiou, 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>Anne Veaute, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p>
2.15.2	Rapport des commissaires aux comptes	<p>Les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts pour 2016 et 2017 ont fait chacun l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes de la Caisse des Dépôts.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se reporter pour les comptes 2016 aux pages 121 et 122 du rapport financier 2016 incluant les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2016. - Se reporter pour les comptes 2017 aux pages 130 à 132 du rapport financier 2017 incluant les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017. <p>Les comptes sociaux de la Section générale de la Caisse des Dépôts pour 2016 et 2017 ont également fait chacun l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.</p>

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

		<ul style="list-style-type: none"> - Se reporter pour les comptes 2016 aux pages 167 et 168 du rapport financier 2016 incluant les comptes sociaux de la section générale de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2016 - Se reporter pour les comptes 2017 aux pages 177 à 179 du rapport financier 2017 incluant les comptes sociaux de la section générale de la Caisse des Dépôts au 31 décembre 2017). <p>Le rapport financier 2016 et le rapport financier 2017 sont consultables à l'adresse internet suivante : http://www.caissedesdepots.fr/mediatheque/rapports-annuels.html</p>
2.16	Autres programmes de l'émetteur de même nature à l'étranger	La Caisse des Dépôts a signé le 26 mai 2011 un <i>Global Commercial Paper Programme</i> (programme global d'émission de <i>commercial papers</i>) (ECP et USCP) d'un plafond de trente milliards d'euros (30.000.000.000 €). Ce programme a été mis à jour le 20 juillet 2018. Au 31 décembre 2017, l'encours total du Global Commercial Paper Programme est de 18.958.000.000 €.
2.17	Notation de l'émetteur	Optionnel*
2.18	Information complémentaire sur l'émetteur	L'Émetteur émet pour la gestion actif passif du bilan de la section générale de la Caisse des Dépôts.

* Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

ANNEXES		
Annexe I	Notation du programme d'émission	<p>Les notations du programme peuvent être consultées sur les sites internet des agences de notation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fitch Ratings Limited (« Fitch ») : https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/80360121 ; - Moody's France S.A.S. (« Moody's ») : https://www.moodys.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735 ; et - Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. (« Standard & Poor's ») : https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/details/-/instrument-details/debtType/COMMPPAPER/entityId/106123. <p>Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation susvisées. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter les notations en vigueur.</p>
Annexe II	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu*	<p>Rapports financiers de la Caisse des dépôts et consignations</p> <p>Le rapport financier 2016 et le rapport financier 2017 de l'Émetteur figurent en Annexe au présent dossier de présentation financière.</p> <p>Le rapport financier 2016 est disponible en consultation et en téléchargement sur le site : http://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2016</p> <p>Le rapport financier 2017 est disponible en consultation et en téléchargement sur le site : https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2017</p>
Annexe III	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet.

* Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.



Negotiable commercial paper (Negotiable European Commercial Paper - NEU CP-)¹

Not guaranteed programme

Information Memorandum (IM)	
Name of the programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU CP
Name of the issuer	Caisse des dépôts et consignations
Type of programme	NEU CP
Programme size	€20,000,000,000
Guarantor(s)	None
Rating(s) of the programme	Rated by: Fitch Ratings Limited Moody's France S.A.S. Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S.
Arranger(s)	Caisse des dépôts et consignations
Issuing and paying agent(s) (IPA)	BNP Paribas Securities Services
Dealer(s)	Caisse des dépôts et consignations
Date of the information memorandum	2 August 2018
Update by amendment (if appropriate)	None

Drawn up pursuant to articles L 213-0-1A to L 213-4-1 of the French monetary and financial code

A copy of the information memorandum is sent to:

BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

Avertissement : cette documentation financière étant rédigée dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, l'émetteur invite l'investisseur, le cas échéant, à recourir à une traduction en français de cette documentation.

Translation :

Warning : as this information memorandum is issued in a customary language in the financial sphere other than French, the issuer invites the investor, when appropriate, to resort to a French translation of this documentation.

The Banque de France invites investors to read the general terms and conditions for the use of information related to negotiable debt securities :

<https://www.banque-france.fr/en/monetary-policy/monitoring-and-development-market-financing/commercial-paper-and-medium-term-note-market-neu-cp-neu-mtn>

¹ Trade name of the notes defined in article D.213-1 of the French monetary and financial code

1. DESCRIPTION OF THE ISSUANCE PROGRAMME		
Articles D. 213-9, 1° and D 213-11 of the French monetary and financial code and Article 6 of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments		
1.1	Name of the programme	Caisse des dépôts et consignations, NEU CP.
1.2	Type of programme	NEU CP (the " Programme ").
1.3	Name of the issuer	Caisse des dépôts et consignations (the " Issuer " or the " Caisse des Dépôts ").
1.4	Type of issuer	The Issuer is a special public institution (<i>établissement spécial</i>) created by a French law dated 28 April 1816, which is governed by articles L.518-2 <i>et seq.</i> and R.518-1 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).
1.5	Purpose of the programme	Optional*.
1.6	Programme size (maximum outstanding amount) in Euro	The maximum outstanding amount of NEU CP issued under the Programme shall be €20,000,000,000 (or its equivalent value denominated in any other currency, authorised and calculated by the Issuer at the date of the NEU CP issuance).
1.7	Form of the notes	The NEU CP are Negotiable Debt Securities (or <i>Titres de Créances Négociables</i>), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book entry system) in accordance with French laws and regulations.
1.8	Yield basis	The NEU CP yield basis will be either fixed or floating rate. The rates of the NEU CP may be negative depending on the money market rates applicable to the calculation of the remuneration. In this case, redemption amounts of the NEU CP may be below par. In the case of an issue with an early redemption option, extension option or repurchase option, the remuneration will be defined at the time of issuance and may not change afterwards, including upon the exercise of the relevant option.
1.9	Currencies of issue	The NEU CP should be issued by the Issuer under the Programme in Euro or any other currency. The NEU CP will be issued in Euros, Sterlings, Swiss Francs, US Dollars, Japanese Yens, Canadian Dollars, Australian Dollars, Danish Krone, Norwegian Krone, Swedish Krona, Czech Koruna, New Zealand Dollars, Zloty and Singapore Dollars, or any other currency authorized by applicable laws and regulations in force in France at the time of the issue.
1.10	Maturity	The term (maturity date) of the NEU CP shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which imply that, at the date hereof, the term of the commercial paper shall not be longer than one year (365 days or 366 days in a leap year), from the issue date.

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

		<p>Early redemption</p> <p>The NEU CP issued under the Programme may be redeemed before their stated maturity, in accordance with laws and regulations applicable in France.</p> <p>NEU CP maturity extension</p> <p>The NEU CP issued under the Programme may have one or several maturity extension options, exercisable either at the option of the Issuer or at the option of the holder or subject to one or several events unrelated to the Issuer and/or the holder.</p> <p>Repurchase</p> <p>The NEU CP issued under the Programme may have one or several options for repurchase by the Issuer, exercisable either at the option of the Issuer or at the option of the holder or subject to one or several events unrelated to the Issuer and/or the holder.</p> <p>The Issuer reserves the right to repurchase the issued NEU CP, with the purpose of cancelling such NEU CP or not, and will inform the <i>Banque de France</i>.</p> <p>General</p> <p>Any such early redemption option, extension option or repurchase option will be expressly stated in the confirmation form for the relevant issuance of the NEU CP.</p> <p>In any case, the maturity of any NEU CP issued under the Programme will always comply (after taking account of all relevant options) with French legislation in force at the time of issuance of such NEU CP.</p>
1.11	Minimum issuance amount	The NEU CP will have a nominal amount at least equal to €150,000 (or its equivalent in other currencies as determined by the Issuer at the time of issuance).
1.12	Minimum denomination of the notes	By virtue of regulation, the legal minimum face value of the NEU CP within the framework of this Programme is €150,000 (or its equivalent in other currencies as determined by the Issuer at the time of issuance).
1.13	Status of the notes	The NEU CP constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer, ranking pari passu among themselves and (subject to such exceptions as are from time to time mandatory under French law) ranking pari passu with all other unsubordinated and unguaranteed, current or future, obligations of the Issuer.
1.14	Governing law that applies to the programme	French law.

1.15	Listing of the notes/Admission to trading on a regulated market	None.
1.16	Settlement system	Euroclear France.
1.17	Rating(s) of the programme	<p>The Programme is rated:</p> <ul style="list-style-type: none"> - by Fitch Ratings Limited (“Fitch”); - by Moody's France S.A.S. (“Moody's”); and - by Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. (“Standard & Poor's”). <p>Ratings can be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the websites of the agencies concerned for the current rating (see Appendice I).</p>
1.18	Guarantor	None.
1.19	Issuing and Paying Agent(s) (IPA) - exhaustive list -	<p>The Issuer has appointed BNP Paribas Securities Services as its Issuing and Paying Agent (<i>Agent Domiciliataire</i>) in relation to the Programme.</p> <p>Consequently, BNP Paribas Securities Services is in charge of directly communicating to the <i>Banque de France</i> the informations relating to the NEU CP issuance and the sum of the daily outstanding amounts therefore issued by the Issuer, in accordance with the Article D. 213-14 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).</p>
1.20	Arranger	Caisse des Dépôts.
1.21	Placement method	<p>Direct placement: the Issuer can offer or sell directly the NEU CP. The Issuer may subsequently elect to replace any dealer or appoint other dealers. An updated list of such dealers shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.</p>
1.22	Selling restrictions	<p>The Issuer, each dealer (if any), each holder of the NEU CP issued under the Programme shall not take any action that would permit a public offering of the NEU CP, or the possession or distribution of the Information Memorandum or any other document relating to the NEU CP in any jurisdiction where it is unlawful for such documents to be distributed and will only offer or sell, directly or indirectly, in accordance with the laws and regulations in force in these jurisdictions.</p> <p>The Issuer, each dealer (if any) and each holder of NEU CP (provided that each further holder of the NEU CP will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the NEU CP), undertake to comply with all applicable laws and regulations in force in the jurisdiction in which it offers or sells the NEU CP or holds or distributes the Information Memorandum and to obtain any consent, approval or permission required by it under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such offers or sales. The Issuer will not be responsible for non-compliance with</p>

		such laws and regulations, or in respect thereof, by the holders of the NEU CP.
1.23	Taxation	Optional*
1.24	Involvement of national authorities	<i>Banque de France.</i>
1.25	Contact details of the person(s) in charge of the issuing programme	<p><u>Emile Guervilly</u> Banking, Finance and Capital markets Lawyer Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 30 46 Fax: (+33) 1 58 50 03 10 e-mail: emile.guervilly@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Anne Guerin</u> Deputy Head of Banking, Finance and Capital markets Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 38 62 Fax: (+33) 1 58 50 03 10 e-mail: anne.guerin@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Pierre Chevalier</u> Head of Legal and Tax Department Caisse des dépôts et consignations 51, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 41 23 Fax: (+33) 1 58 50 03 10 e-mail: pierre.chevalier@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Pierre-François Koehl</u> Director of Finance department Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 21 85 Fax: (+33) 1 58 50 00 80 e-mail: pierre-francois.koehl@caissedesdepots.fr</p> <p><u>Marie Suyker</u> Head of treasury Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 21 66 Fax: (+33) 1 58 50 00 82</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

		<p>e-mail: marie.suyker@caissedesdepots.fr</p> <p>Albert Moirignot Head of Financial Instruments Department Back-office Division Caisse des dépôts et consignations 56, rue de Lille 75007 Paris Tel: (+33) 1 58 50 62 39 Fax: (+33) 1 58 50 05 20 e-mail: albert.moirignot@caissedesdepots.fr</p>
1.26	Additional information on the programme	Optional*.
1.27	Language of the information memorandum which prevails	<p>French.</p> <p>The English version of the Financial Documentation is only for information purpose.</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

2. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, 2° of the French monetary and financial code and Article 7, 3° of the Order of 30 May 2016 and subsequent amendments

2.1	Legal name	"Caisse des dépôts et consignations".
2.2	Legal form/status, governing law of the issuer and competent courts	<p>The Caisse des Dépôts and its subsidiaries constitute a public group serving the public interest and the country's economic development (Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>)).</p> <p>The Caisse des Dépôts is a special public institution (<i>établissement spécial</i>), created by a French law dated 28 April 1816 and governed by the provisions of articles L.518-2 <i>et seq.</i> and R.518-1 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>). The Caisse des Dépôts is managed and administered by a <i>Directeur général</i> ("Chief Executive Officer") appointed for five years.</p> <p>The Article L. 518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that the Caisse des Dépôts "<i>is placed, in the most exceptional manner, under the supervision and guarantee of the legislative authorities</i>". That supervision is assumed by the Supervisory Board in accordance with the requirement of Article L. 518-7 <i>et seq.</i> of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>).</p> <p>Auditing of the Caisse des Dépôts by the Court of Auditors shall be carried out within the scope of Article L. 131-3 of the French Financial Courts Code.</p> <p>Any disputes in relation with the issuing of the NEU CP by the Caisse des Dépôts shall be referred to the competent Courts within the second instance jurisdiction of Paris.</p>
2.3	Date of incorporation	The Caisse des Dépôts has been created by a French law dated 28 April 1816.
2.4	Registered office or equivalent (legal address) and main administrative office	The principal office of Caisse des Dépôts is located at 56, rue de Lille, 75007 Paris, France.
2.5	Registration number, place of registration	<p>By virtue of its status, the Caisse des Dépôts is not registered in the <i>Registre du Commerce et des Sociétés</i>.</p> <p>Its SIREN Registration Number is 180 020 026.</p> <p>Its LEI (Legal Entity Identifier) is 969500Q2PFTTP0Y5QL44.</p>
2.6	Issuer's mission summary	<p>Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that:</p> <p>"... <i>The Caisse des dépôts et consignations is a special institution responsible for the administration of deposits and consignments, the provision of services relating to the funds whose management</i></p>

		<p><i>has been entrusted to it, and the performance of other similar duties which are legally delegated to it. It is responsible for the protection popular savings, the financing of social housing and the management of pension schemes. It also contributes to local and national economic development, particularly in the spheres of employment, urban policy, combating exclusion from banking and finance, company startups and sustainable development. ...”</i></p>
2.7	Brief description of current activities	<p>Article L.518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that: <i>“The Caisse des dépôts et consignations and its subsidiaries constitute a public group in the service of the country’s general interest and economic development. Said group fulfils public interest duties in support of the public policies pursued by the State and the local authorities and may engage in competitive activities”</i>.</p> <p>Within this framework, the Caisse des Dépôts is more specifically responsible for the management of regulated deposits and consignments, the protection of popular savings, the financing of social housing and the management of pension funds.</p> <p>Furthermore, the Article L. 518-2 of the French Monetary and Financial Code (<i>Code monétaire et financier</i>) provides that the Caisse des Dépôts <i>“also contributes to local and national economic development, particularly in the spheres of employment, urban policy, combating exclusion from banking and finance, company start-ups and sustainable development.”</i></p> <p>Detailed comparative information about the Issuer’s business activity (Caisse des Dépôts Division, Banking Division, Insurance, La Poste, Companies Financing Division, Real-Estate & Tourism division and Infrastructure, Transport & Environment Division) can be found on pages 14 and 15 of the 2017 Financial Report of the Caisse des Dépôts.</p>
2.8	Capital	<p>By virtue of its status, the Caisse des Dépôts does not have a share capital. The Caisse des Dépôts has, nevertheless, accumulated reserves since its creation. As of 31 December 2017, these accumulated reserves amount to €20,372,000,000.</p>
2.8.1	Amount of capital subscribed and fully paid	<p>By virtue of the Caisse des Dépôts’ status, this heading cannot be fulfilled.</p>
2.8.2	Amount of capital subscribed and not fully paid	<p>By virtue of the Caisse des Dépôts’ status, this heading cannot be fulfilled.</p>
2.9	List of main shareholders	<p>By virtue of the Caisse des Dépôts’ status, this heading cannot be fulfilled.</p>
2.10	Regulated markets on which the shares or debt securities of the issuer are listed	<p>The Issuer has debt securities (EMTN) admitted to trading on Euronext Paris.</p>

		https://www.euronext.com/fr/search_instruments/dc
2.11	Composition of governing bodies and supervisory bodies	<p>The Caisse des Dépôts is managed and administered by Éric Lombard, <i>Directeur général</i>.</p> <p><u>List of the Caisse des Dépôts' Executive Committee members as of 20 July 2018</u></p> <p>ERIC LOMBARD <i>Directeur général</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER SICHEL <i>Directeur général Adjoint</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>NICOLAS DUFOURCQ Chief Executive Officer of Bpifrance</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Director of Finance for the Caisse des Dépôts Group</p> <p>PIERRE CHEVALIER Head of Legal and Tax Department</p> <p>OLIVIER MAREUSE Director of Savings Funds at Caisse des Dépôts</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secretary General of Caisse des Dépôts Group</p> <p>PAUL PENY Caisse des Dépôts Group Human Resources Director</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Group Corporate Communications Director</p> <p>MICHEL YAHIEL Pensions and Solidarity Director</p> <p><u>List of the Caisse des Dépôts' Group Management Committee members as of 20 July 2018</u></p> <p>ERIC LOMBARD <i>Directeur général</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>OLIVIER SICHEL <i>Directeur général Adjoint</i> of Caisse des Dépôts</p> <p>CATHERINE MAYENOBE Secretary General of Caisse des Dépôts Group</p> <p>VIRGINIE CHAPRON DU JEU Director of Finance for the Caisse des Dépôts Group</p>

		<p>PIERRE CHEVALIER Head of Legal and Tax Department</p> <p>ANNE GAUTIER Caisse des Dépôts Group Risk Management and Internal Control Director</p> <p>NATHALIE GILLY Director of the Internal Control of Caisse des Dépôts Group</p> <p>OLIVIER MAREUSE Director of Savings Funds at Caisse des Dépôts</p> <p>ANDRE LAURENT MICHELSON Caisse des Dépôts General Financial Officer, Head of Financial Transactions Processing</p> <p>PAUL PENY Caisse des Dépôts Group Human Resources Director</p> <p>SOPHIE QUATREHOMME Group Corporate Communications Director</p> <p>ELISABETH VIOLA Director of Banking Services at Caisse des Dépôts</p> <p>MICHEL YAHIEL Pensions and Solidarity Director</p> <p>LAURENT ZYLBERBERG Director of Institutional, International and European Relations</p> <p>MARC ABADIE Chairman of CDC Biodiversité</p> <p>NICOLAS DUFOURCQ Chief Executive Officer of Bpifrance</p> <p>NICOLAS JACHIET Chairman and Chief Executive Officer of Egis</p> <p>STEPHANE KEITA Chairman and CEO of Scet</p> <p>FREDERIC LAVENIR FREDERIC LAVENIR Chief Executive Officer of CNP Assurances</p> <p>THIERRY MALLET Chairman and CEO of Transdev Group</p> <p>DOMINIQUE MARCEL Chairman and CEO of Compagnie des Alpes</p> <p>GILLES SEIGLE Chairman and CEO of Société Forestière</p>
--	--	---

		<p>LAURENT VIGIER Chairman and CEO of CDC International Capital</p> <p>OLIVIER WIGNIOLLE Chief Executive Officer of Icade</p> <p>ANDRE YCHE Chairman of the Management Board of CDC Habitat</p> <p><u>List of the Caisse des Dépôts' Supervisory Board members as of 20 July 2018</u></p> <p>Chair of the Supervisory Board</p> <p>SOPHIE ERRANTE Member of the French National Assembly for Loire-Atlantique</p> <p>Members</p> <p>GILLES CARREZ Member of the French National Assembly for Val de Marne 5th electoral district</p> <p>JACQUES SAVATIER Member of the French National Assembly for Vienne 1st electoral district</p> <p>JACQUES GENEST Senator of Ardèche</p> <p>CLAUDE RAYNAL Senator of Haute-Garonne</p> <p>ALAIN MÉNÉMÉNIS Member of the Council of State</p> <p>PATRICK LEFAS President of Chamber, Court of State Auditors (<i>Cour des Comptes</i>)</p> <p>DOMINIQUE PANNIER Master Advisor, Court of State Auditors (<i>Cour des Comptes</i>)</p> <p>DENIS BEAU Deputy Governor of the Banque de France</p> <p>ODILE RENAUD-BASSO Director General of the Treasury, represented by Jérôme Reboul</p> <p>JEAN-LOUIS BEFFA Honorary President of Saint-Gobain (qualified person, appointed by the President of the National Assembly)</p>
--	--	---

		<p>JOANNA HISLOP Qualified person, appointed by the President of the National Assembly</p> <p>JEAN-YVES PERROT Senior Adviser to the State Court of Auditors or Cour des comptes (qualified person, appointed by the President of the Senate)</p>
2.12	Accounting method for consolidated accounts (or failing that, for the annual accounts)	The Caisse des Dépôts' consolidated accounts have been prepared in accordance with all IFRS standards (<i>International Financial Reporting Standards</i>) as adopted by the European Union. Since the accounting year ending 31 December 2007, the consolidated accounts of the Caisse des Dépôts are published in accordance with these accounting standards.
2.13	Accounting year	Starting on 01 January and ending 31 December, each year.
2.13.1	Date of the last general annual meeting of shareholders (or equivalent thereof) which has ruled on the last financial year accounts	Presentation date of the accounts to the Supervisory Board: 11 April 2018.
2.14	Fiscal year	Optional*
2.15	Auditors of the issuer, who have audited the issuer's annual accounts	
2.15.1	Auditors	<p>Statutory Auditors</p> <p>PricewaterhouseCoopers Audit, represented by Patrice Morot and Cyrille Dietz, Crystal Park - 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.</p> <p>Mazars represented by Jean Latorzeff and Gilles Rainaut, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p> <p>Substitute Statutory Auditors</p> <p>Jean-Christophe Georghiou, 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>Anne Veaute, 61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie.</p>
2.15.2	Auditors report on the accuracy of the accounting and financial information	<p>The Caisse des Dépôts' consolidated financial statements for 2016 and 2017 have each been the subject of a report by the statutory auditors of the Caisse des Dépôts.</p> <p>- See, for 2016, pages 121 and 122 of the 2016 financial report including the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements for the year ending 31 December 2016.</p>

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

		<ul style="list-style-type: none"> - See for 2017, pages 130 to 132 of the 2017 financial report including the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements for the year ending 31 December 2017. <p>The Caisse des Dépôts' annual financial statement of the Central Sector for 2016 and 2017 have each been the subject of a report by the statutory auditors.</p> <ul style="list-style-type: none"> - See, for 2016, pages 167 and 168 of the 2016 financial report including the annual financial statement of the Central Sector of the Caisse des Dépôts for the year ending 31 December 2016. - See for 2017, pages 177 to 179 of the 2017 financial report including the annual financial statement of the Central Sector of the Caisse des Dépôts for the year ending 31 December 2017. <p>The 2016 financial report and the 2017 financial report are available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: http://www.caissedesdepots.fr/mediatheque/rapports-annuels.html</p>
2.16	Other equivalent programmes of the issuer	The Caisse des Dépôts has signed on 26 May 2011 a Global Commercial Paper Programme (ECP and USCP) with a maximum outstanding amount of €30,000,000,000. This Programme was updated on 20 July 2018. As of 31 December 2017, the total outstanding amount is €18,958,000,000.
2.17	Rating of the issuer	Optional*
2.18	Additional information on the issuer	The Issuer issue the NEU CP for the Caisse des Dépôts Central Sector's asset and liability management.

* Optional: information that the issuer may not provide because it is not required by French regulation.

3. CERTIFICATION OF INFORMATION FOR THE ISSUER

Article D. 213-9, 4 of the French monetary and financial code and subsequent amendments

Please see Chapter 3 of the French Section (“*Certification des informations fournies*”).

APPENDICES

Appendice I	Rating(s) of the programme	<p>The Programme ratings are available on the website of the agencies as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fitch Ratings Limited (“Fitch”) (https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/80360121); - Moody's France S.A.S. (“Moody's”) (https://www.moodys.com/credit-ratings/Caisse-Des-Depots-et-Consignations-credit-rating-130735); and - Standard & Poor's Credit Market Services France S.A.S. (“Standard & Poor's”) (https://www.standardandpoors.com/en_US/web/guest/ratings/entity/-/org-details/sectorCode/GOVS/entityId/106123). <p>Ratings can be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the websites of the agencies concerned for the current rating.</p>
Appendice II	Documents available to the shareholders annual general meeting or the equivalent body.*	<p>The 2016 and 2017 financial reports of the Issuer are listed in the Annex to this Programme.</p> <p>The 2016 financial report is available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: http://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2016</p> <p>The 2017 financial report is available on the Caisse des Dépôts' website at the following address: https://www.caissedesdepots.fr/rapport-financier-2017</p>
Appendice III	Amendment, if appropriate, under electronic and paper form (signed)	None.

* Further to articles D.213-9 of the French monetary and financial code and L.232-23 of the French commercial code, financial information mentioned in Article D213-9 of the French monetary and financial code should be made available to any person upon request.